

Jugement N°137/2019/CJ/SIII/TCC

Du 14 novembre 2019

Rôle Général

BJ/TCC/2019/461

La société BENIN FGY ENERGY

C/

Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU

OBJET

Païement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : François AKOUTA et Laurent SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 27 juin 2019 ;

Jugement prononcé à l'audience publique du 14 novembre 2019;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

La société BENIN FGY ENERGY SA, dont le siège social est sis à Patte d'Oie, lot n°31 Cotonou, RCCM n° RB/COT/16B16199 représentée par sa directrice générale, demeurant et domiciliée ès-qualité au siège de ladite société, tél : 00229 21 31 57 88 ;

DEFENDEUR

Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU, pompier à l'ASECNA, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Godomey, BP 96, tél : 97 15 75 66 ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;
Où la demanderesse en ses prétentions ;
Après en avoir délibéré ;

Par acte du 03 juin 2019, la société BENIN FGY ENERGY a attiré, devant le tribunal de commerce de Cotonou, Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU pour solliciter le paiement des sommes de 800.000 FCFA représentant le solde des créances et de 2.000.000 FCFA à titre de dommages-intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, la société BENIN FGY ENERGY expose que Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU a acquis auprès d'elle des panneaux solaires et accessoires d'un montant de 1.000.000 FCFA par contrat de vente à tempérament du 08 novembre 2017 ;

Qu'après un paiement partiel de 200.000 FCFA, il s'est abstenu de payer le solde de 800.000 FCFA malgré la sommation de payer du 14 mars 2019 prétextant de la défaillance des batteries ;

1. Sur le paiement

Attendu que quiconque s'engage doit être contraint d'honorer son engagement en cas de défaillance ;

Attendu qu'en l'espèce, il résulte du contrat de vente à tempérament du 08 novembre 2017 et de la

somation de payer du 14 mars 2019, que Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU est débiteur de la société BENIN FGY ENERGY de la somme de 800.000 FCFA représentant le solde du prix des batteries, inverseur, câble et installation ;

Qu'en réponse à la sommation du 14 mars 2019, il explique qu'il a « arrêté le paiement » « parce que les batteries n'ont pas été remplacées » ;

Que cette situation ne peut justifier le non-paiement sans qu'il ne soit prouvé une défaillance fonctionnelle des appareils ;

Qu'en conséquence, il convient de le condamner au paiement de cette somme ;

Que cependant la demande de dommages-intérêts n'est en rien justifiée ;

Que cette demande mérite rejet ;

2. Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire est de droit quand l'intérêt du litige est inférieur à 5.000.000 FCFA ;

Que tel étant le cas en l'espèce, il convient de rappeler que l'exécution provisoire de droit ;

Que cependant l'exécution sur minute ne peut être accordée qu'en cas d'extrême urgence ;

Qu'une telle urgence n'est pas prouvée en l'espèce ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par défaut et en premier et dernier ressort ;

Condamne Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU à payer à la société BENIN FGY ENERGY la somme de huit cent mille (800.000) FCFA représentant le solde de sa créance ;

Rejette la demande de dommages-intérêts formulée par la société BENIN FGY ENERGY ;

Rappelle que l'exécution provisoire est de droit ;

Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;

Condamne Codjo Edmond Hospice AMOUSSOU aux dépens.

ONT SIGNE

LE GREFFIER

LE PRESIDENT